

"Être ou ne pas être" dans Le Monde (11 décembre 1951)

Légende: Le 11 décembre 1951, le quotidien français Le Monde mesure l'importance que revêt pour la France et pour sa place dans le monde un vote favorable de l'Assemblée nationale sur le plan Schuman.

Source: Le Monde. dir. de publ. BEUVE-MÉRY, Hubert. 11.12.1951, n° 2 138; 8e année. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"etre_ou_ne_pas_etre"_dans_le_monde_11_decembre_1951-fr-ae88b80f-0014-43db-8d0f-0b3c37005727.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Etre ou ne pas être

par Rémy Roure

Les incidents courtelinesques qui se sont produits à la fin du débat sur le plan Schuman n'en ont malgré tout pas effacé l'élévation et la dignité. Nous devons rendre cette justice à l'Assemblée nationale. Il en ressort simplement la nécessité d'une révision sérieuse du règlement. Mais au débat lui-même il faut une conclusion, qui apportera la réponse de demain à la question de confiance posée par le président du conseil.

L'ajournement, M. René Pleven l'a souligné, n'est pas une réponse. Prendre à la lettre la motion de renvoi équivaudrait à vouloir que le sillon fût tracé avant le passage de la charrue. Personne d'ailleurs ne s'y trompe. La demande d'ajournement c'est le camouflage d'un refus. Mais le refus est grave. Il équivaut lui-même au renversement de toute la politique extérieure de la France depuis plusieurs années, au désaveu de tous ses efforts pour construire une Europe. M. René Pleven, on le rappelait hier, l'a fort bien dit : « L'ajournement c'est la fin de l'Europe. »

Telle est en effet la question essentielle. Y aura-t-il une Europe ou, mieux encore, croyons-nous que notre continent puisse se reprendre, se retrouver, remplir sa mission ? C'est un acte de foi qui nous est proposé.

Personne ne s'étonnera que les communistes le refusent. Ils croient en d'autres dieux. Que l'Allemagne de l'Ouest, ou même l'Allemagne entière – car la voie reste ouverte, – soit liée à l'Occident, voilà qui va tout à fait à l'encontre de la politique mondiale des Soviets, qui pourrait être résumée en deux mots : le panslavisme uni au panbolchevisme, l'un étant le soutien de l'autre. Le paradoxe est que cette thèse si simple ait été défendue par M. Pierre Cot, avec beaucoup de talent d'ailleurs, par des arguments « capitalistes ».

Du côté R.P.F. et sur quelques bancs de la droite c'est bien entendu autre chose. Il est à craindre qu'il n'y ait quelques arrière-pensées partisans, le désir de renverser un ministère assez branlant, parce que la difficulté de le remplacer pourrait aider à une opération de politique intérieure. Il y a des partis qui, contrairement à la nature, ont soif de vide – et ce vide n'est que trop fréquent. Mais nous savons bien qu'il y a aussi dans le Rassemblement une autre ambition, qui est nationale et qui a été exprimée fort bien par M. Léon Noël : celle de la prééminence dans l'Europe à venir d'une France rajeunie, grande comme elle le fut souvent au cours de son histoire – et qui est encore, comment ne pas le reconnaître ? La tête et l'âme de notre continent. La France ne peut, spectatrice indifférente sur ses remparts démantelés, assister aux événements du monde sans y participer ; elle ne peut davantage mettre en jeu son autonomie économique, sa souveraineté, en se courbant sous la loi d'une plus haute autorité. Telle est la thèse. Il y a là un sentiment fort respectable d'indépendance, qui ne saurait être négligé parce qu'il correspond à l'une des aspirations françaises les plus profondes.

Mais notre pays en ce moment peut-il agir seul et créer l'Europe autour de lui par de simples juxtapositions ? L'Europe ne peut se concevoir sans l'Allemagne, cela est clair. Le refus d'un certain dirigisme international favoriserait assez vite une renaissance sans limites et sans lois d'une Allemagne industrielle et militaire qui ne tarderait pas à dominer une Europe « balkanisée ». La seule méthode pour qu'une Allemagne restaurée reste désormais sinon impuissante, du moins inoffensive pour nos enfants et nos petits-enfants, est encore, autant que valent du moins les prévisions humaines, de la lier à une Europe organisée et autant que possible forte. La pool Schuman en est l'une des fondations.

Sans doute cet accord de collaboration économique a-t-il ses inconvénients et ses périls. Nous nous engageons dans une aventure où le meilleur l'emportera. Une partie de l'industrie française redoute un dirigisme européen, et nous savons que des chambres de commerce de l'Est se montrent réticentes. Mais n'y a-t-il pas un autre dirigisme privé plus douteux dont la tentation pourrait rester forte et qui n'écarterait aucun péril, au contraire ?

Nous demanderions alors de considérer qu'une chance, peut-être unique, s'offre à nous de limiter tout au moins ces périls et de matérialiser un idéal qui n'est plus un rêve. Pourrait-on le matérialiser par la création

d'un Etat supranational qui ne reposerait sur rien de tangible ?

Voilà ce qui est demandé à l'Assemblée nationale. Sans doute des considérations de politique intérieure et partisane vont-elles jouer dans ce vote décisif. Nous souhaitons qu'elles soient écartées de telle sorte que la réponse soit nette – l'abstention n'étant qu'un alibi. L'ajournement c'est le refus de l'Europe réelle. Une large majorité devrait ratifier un accord qui est d'initiative française et qui a une valeur européenne et mondiale.